

L'Humanité Rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE



vendredi
18 février 1977

No 628

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Autour des municipales

LA FOIRE D'EMPOIGNE DES PARTIS BOURGEOIS

Loin de s'affaiblir, la dispute au sein de la majorité a pris ces jours derniers un ton venimeux.

Chirac à St Nazaire, s'en est pris pour la première fois, au président de la République qui ferait preuve de « complaisance, faux semblants, incertitude » et il a ajouté que « ce qui fait surgir le fascisme, l'histoire le montre, c'est la déliquescence de l'ordre républicain, l'indulgence aux abus... un gouvernement irrésolu parce que peu confiant dans sa légitimité ».

C'était vouloir retourner à Poniatowsky en particulier les accusations de fascisme à l'égard de Chirac.

Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée, reprenait mardi le tir en demandant la création d'une commission « sur l'utilisation des sondages et la déontologie de la profession de journalistes ».

Ceci visait sans détour Poniatowsky et Lecanuet désignés comme les initiateurs de manipulations de sondages et pressions sur des journalistes pour mieux nuire au RPR et à Chirac.

Labbé concluait que certains ministres feraient mieux de s'occuper de leur ministère, après avoir fait état d'écoutes téléphoniques dont seraient l'objet plusieurs parlementaires RPR !

Mercredi, divers ministres, Barre en tête, affirmaient au contraire « la vigueur de l'action, l'autorité et la fermeté » du gouvernement, Poniatowsky prétendant de son côté qu'il « n'y a pas d'écoutes téléphoniques concernant les hommes politiques ».

Et Chirac, président du groupe RI à l'Assemblée, déclarait, en termes prudents et enrobés que « M. Chirac était peut-être en train de développer désormais une stratégie politique de forte contradiction et non plus de soutien. »

(suite p.3)

Sescosem (St-Egrève)

UNE GREVE REUSSIE

Mercredi, à l'appel des sections syndicales CGT, CFDT et CGC, l'usine Sescosem de Saint-Egrève était paralysée par une grève suivie massivement. Sur les 1 980 travailleurs de l'usine, on a compté 98 % de grévistes, dont 750 présents à l'usine toute la journée.

Cette journée de lutte s'est terminée par une manifestation défilant à travers les rues de la ville, reprenant les revendications des grévistes.

Cette lutte a été décidée le jour où le comité central d'entreprise devait siéger pour examiner un « projet de licenciements collectifs pour objets économiques et d'ordre conjoncturels ».

En fait, le CCE n'a rien

pu décider... si ce n'est de se réunir à nouveau une autre fois. L'assemblée générale des grévistes a décidé de poursuivre l'action engagée contre les 147 licenciements annoncés :

- par l'abaissement du rythme du travail

- par l'organisation d'une journée « portes-ouvertes »

- en appelant à un nouveau débrayage de deux heures lors de la prochaine réunion du CCE.

Les travailleurs de la DTE (filiale de la Thomson) dont les ateliers sont situés dans l'enceinte de l'usine se sont joints très nombreux à l'action et à la manifestation, en signe de solidarité.

Italie

Le PCI interdit de séjour dans les universités occupées

Les luttes qui ont éclaté début février dans les universités italiennes se poursuivent et s'intensifient dans un certain nombre de villes, développant un caractère anticapitaliste, mais aussi et de plus en plus, nettement anti-révissionniste.

Mercredi, 10 000 étudiants ont manifesté à Turin. A Florence et à Cagliari (Sardaigne) des cortèges rassemblant un millier d'étudiants sont descendus des campus vers le centre-ville.

A Padoue et à Venise, de nouvelles occupations des facultés ont été décidées mercredi dans la foulée des autres grandes Universités du pays qui sont occupées depuis deux semaines.

A l'origine le mouvement de protestation concernait le projet de loi pour l'enseignement supérieur concocté par le ministre de l'Éducation nationale.

Mais dans les Assemblées générales et les mots d'ordre des étudiants, on note de plus en plus une dénonciation de la crise capitaliste et notamment du chômage et de tous ceux qui en portent la responsabilité, y compris le parti révisionniste de Berlinguer. Celui-ci fait tout pour enterrer le mouvement de lutte qui compromet son jeu politique.

Aussi les étudiants le prennent-ils violemment à partie. A Rome, les étudiants occupant l'université ont expulsé mardi un journaliste de « L'Unità » (organe du PCI) qui s'était aventuré sur le campus. Jeudi, il semble que Luciano Lama, membre du PCI et dirigeant de la CGIL, aura bien du mal à parler dans cette faculté où il a annoncé un meeting. Les étudiants ont décidé de boycotter son intervention et bon nombre d'entre eux sont même décidés à lui interdire l'accès de l'université.

Déséquilibre militaire Est-Ouest

DANGEREUSES ILLUSIONS

Dans le dernier numéro de « Marine Rundschau International », une revue spécialisée ouest-allemande, Geoffrey Jukes, un « spécialiste » australien publie un article destiné à montrer que la flotte militaire soviétique ne serait, au fond, pas si dangereuse que cela.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que pour un « spécialiste », ce monsieur se berce de douces mais dangereuses illusions.

Il est vrai qu'une partie de la flotte soviétique date d'un certain nombre d'années. Cela, d'une part, ne signifie rien d'autre que le fait que les sociaux-impérialistes dans leur course effrénée aux armements, font feu de tout bois.

Voir cet aspect de la flotte soviétique sans voir, en même temps, que l'URSS détient actuellement le re-

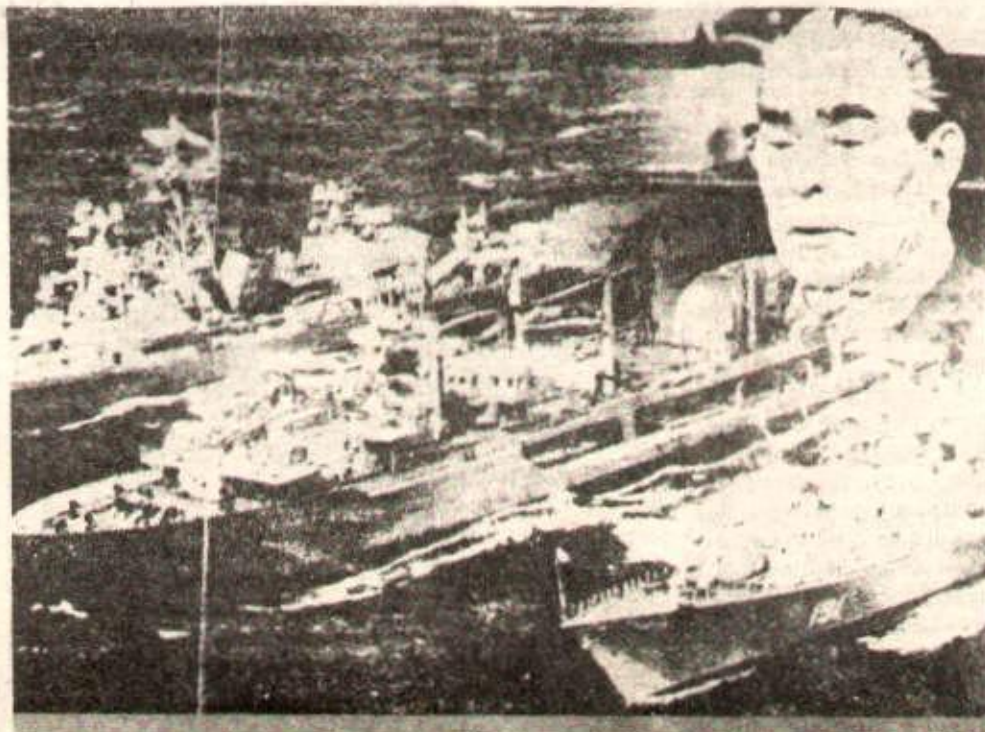
cord absolu de production de bateaux de guerre, c'est être particulièrement myope, pour un spécialiste.

Ce monsieur appuie notamment son argumentation sur le fait que certaines unités russes seraient « démodées », il pense également que des porte-avions, comme le Kiev, dont une trentaine d'exemplaires sont en chantier, n'ont « aucune vocation agressive ».

D'autre part, ce monsieur semble ignorer que ce qui fait, en fin de compte, la valeur d'un bateau de

guerre, c'est moins sa vitesse ou son âge, que son équipement électronique.

(Suite p.2)



Les classes pratiques

APPRENTISSAGE DE
L'EXPLOITATION !

p. 6

Préparation du
du Congrès
SGEN-CFDT

p. 5

Une délégation du Parti communiste ouvrier (m.l) de Norvège reçue en Chine

Une délégation du Parti communiste des ouvriers (ml) de Norvège a été reçue cette semaine en Chine à l'invitation du Comité central du Parti communiste chinois.

Le président Houa Kouo-feng a donné un banquet en l'honneur du président Paul Steigan, à l'occasion de la visite qu'il effectue en Chine à la tête d'une délégation.

Dans son toast, le camarade Li Sien-nien a indiqué : «A l'heure actuelle, la situation internationale est excellente. Cette situation continue à évoluer dans un sens favorable aux peuples des divers pays du monde et défavorable aux deux superpuissances : l'Union soviétique et les États-Unis.

«Le Parti communiste des ouvriers (ml) de Norvège s'efforce d'unir la vérité universelle du marxisme-léninisme et la pratique concrète de la révolution norvégienne, s'oppose fermement au révisionnisme moderne, aux deux superpuissances, l'Union soviétique et les États-Unis, surtout à l'agression et à l'expansion du social-impérialisme soviétique, ainsi qu'à la bourgeoisie monopoliste dans son propre pays. Il lutte pour réaliser le socialisme et a apporté une contribution positive dans l'intérêt de la classe ouvrière et des autres travailleurs de Norvège. Nous sommes persuadés que vous remporterez des victoires plus grandes encore dans la lutte à venir.

«L'amitié fraternelle entre nos deux partis, a ajouté le camarade Li Sien-nien, est fondée sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Nous nous accordons soutien et nous apprenons l'un auprès de l'autre dans la

lutte commune. Par la visite dans notre pays du camarade Paul Steigan à la tête de la délégation, se renforceront et se développeront davantage notre amitié révolutionnaire (...) et notre unité militante.

Dans son toast, le camarade Paul Steigan a dit notamment : «Le Comité central avec à sa tête le camarade Houa Kouo-feng, a écrasé d'un coup la "bande des Quatre" contre-révolutionnaire. Ce fait a prouvé que le camarade Houa Kouo-feng est bien le successeur du président Mao.» Il a indiqué : «Les membres de la "bande des Quatre" se posaient en "radicaux", mais leur tentative se limitait à brandir le drapeau rouge pour s'opposer au drapeau rouge. Ils visaient à saboter la dictature du prolétariat et à instituer la dictature de la bourgeoisie.

«L'écrasement de la "ban-

de des Quatre" a fait avorter le projet de l'ennemi de classe de restaurer le capitalisme en Chine. Durant notre séjour en Chine, nous avons constaté de visu qu'une excellente situation règne en Chine et que les masses populaires s'unissent résolument autour du Comité central du parti et de son président, le camarade Houa Kouo-feng. Un nouvel essor s'est déjà dessiné dans le mouvement national pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture et celui pour s'inspirer de Taching dans l'industrie.»

Le camarade Paul Steigan a indiqué les menaces des deux superpuissances, surtout du social-impérialisme soviétique, qui planent sur la Norvège. «Le social-impérialisme, a-t-il déclaré, est allé jusqu'à renouveler des demandes de territoires que les anciens tsars avaient formulées à la Norvège et à mener des provocations militaires contre cette dernière.

«La rivalité de ces deux superpuissances pour l'hégé-

monie mondiale a beaucoup aggravé le danger de la guerre mondiale. Aujourd'hui, c'est le social-impérialisme qui est le plus susceptible de déclencher une nouvelle guerre. Il est donc particulièrement dangereux de le sous-estimer. De même, il l'est aussi de sous-évaluer la lutte des peuples du tiers monde, qui sont aujourd'hui la force principale dans la lutte contre les deux superpuissances et pour la révolution. Dans cette circonstance, la politique étrangère révolutionnaire chinoise définie par le président Mao et exécutée par le premier ministre Chou En-lai constitue pour les peuples du monde un soutien d'une grande importance.

«Nous sommes très contents d'indiquer que le mouvement marxiste-léniniste international se développe sans discontinuer, tandis que le révisionnisme moderne est enlisé dans la crise qui s'approfondit de jour en jour. Notre parti œuvrera au renforcement de l'unité et de la puissance combative du mouvement marxiste-léniniste international.»

Azanie

Un nouveau crime de Vorster

Un jeune étudiant noir a été assassiné mardi matin dans le commissariat central de Police de Johannesburg. M.Mabilane, âgé de 22 ans, avait été arrêté parce que soupçonné d'activités subversives, alors qu'il revenait du Botswana où il était réfugié depuis les massacres de Soweto.

Au cours de ceux-ci les racistes de Vorster avaient sauvagement assassiné 500 jeunes manifestants noirs.

M. Mabilane est «tombe» du 10^e étage du commissariat «en tentant de s'enfuir». En moins d'un an il est le 18^e à «tomber» de la sorte dans les prisons sud-africaines, victime de la terreur blanche du régime.

Le régime de Vorster, de plus en plus isolé au niveau international, ne voit de solution, pour maintenir sa domination contre le peuple africain, que dans le renforcement de sa dictature sanglante; il ne fait, en fait que précipiter sa perte.

De plus en plus, sous la pression du tiers monde, les pays impérialistes, comme la

France, sont contraints à le «lâcher», au moins en parole.

Il est de première importance que les anti-impérialis-

tes véritables impulsent partout où ils sont, la lutte contre l'appartheid et pour une indépendance réelle des pays d'Afrique Australe.



Chasse aux jeunes Africains à Soweto.

Tchécoslovaquie Licenciement pour motif politique

Un enseignant d'une école secondaire de Bohême du Sud a perdu son emploi pour avoir refusé de signer une pétition, inspirée par les autorités gouvernementales, contre «la Charte de 77».

Jan Urban, professeur à Prachatice, a été informé par une lettre des services régionaux de l'Éducation nationale qu'il était licencié sur le champ. «Votre refus de signer une résolution appuyant la politique du Parti, précise la lettre, constitue un manque de confiance... Votre attitude engendre une influence négative non seulement sur le public, mais également sur vos collègues et les élèves. Il ne vous est donc plus possible de poursuivre votre tâche de professeur et d'éducateur».

De nombreuses entreprises et institutions ont «invité», au cours des semaines passées, les travailleurs qu'elles emploient à signer de telles pétitions qui n'ont rencontré qu'un très mince écho. Une douzaine de personnes au moins ont déjà perdu leur emploi pour avoir signé la Charte qui proteste contre le manque de liberté dans un pays où les canons soviétiques sont toujours braqués contre les travailleurs.

USA 500 000 chômeurs de plus en une semaine

La vague de froid qui sévit aux USA survient à point pour servir de prétexte à la mise à pied de nombreux travailleurs.

Plus de 500 000 d'entre eux ont dû s'inscrire au chômage pendant la première semaine de février, a annoncé mercredi le département fédéral du travail.

C'est le chiffre le plus élevé enregistré depuis le creux de la récession en 1975. 400 000 travailleurs environ s'étaient inscrits au chômage la semaine précédente. La vague de froid et la pénurie de gaz naturel touchant les régions industrielles des grands lacs et de l'Est des USA n'expliquent pas à eux seuls ce phénomène. Les capitalistes américains se saisissent de ces occasions pour jeter sur le pavé des centaines de milliers de travailleurs «excédentaires» et réduire ainsi leurs charges sociales. Elles sont loin les promesses électorales de Carter qui avait fait campagne sur le thème de la liquidation du chômage dont le taux ne cesse, en fait, d'enfler à travers tout le pays.

Déséquilibre militaire Est-Ouest

Dangereuses illusions

(suite de la p.une)

Sur ce point, on peut faire confiance aux soviétiques, ils ont montré, notamment avec leurs fameux «chalutiers» que dans ce domaine, ils n'avaient rien à envier à personne ; et il n'est pas besoin d'avoir une unité neuve pour l'équiper d'un matériel ultra-moderne.

En ce qui concerne les porte-avions, enfin, notre «spécialiste» semble atteint d'une naïveté à toute épreuve. S'il peut nous expliquer en quoi un porte-avions est essentiellement une arme offensive servant de tête de pont à des raids aériens !

A moins que notre «spécialiste» se soit laissé prendre à l'argument grossier des Russes : les accords internationaux interdisant le passage du Bosphore

(entre la mer Noire et la Méditerranée) aux porte-avions, Brejnev a fait fabriquer des «transporteurs d'avions» arguant que leur piste d'envol était trop courte pour que des avions puissent décoller, ce qui est vrai. Le Kiev peut donc passer le Bosphore avec son chargement de Yak 36, des avions ultra-modernes... à décollage vertical !

On n'en finirait pas enfin, si l'on voulait citer tous les océans où cette flotte «périmée» et «défensive» se livre à des manœuvres d'intimidation, de l'océan Indien à la mer de Barentz.

Ce n'est pas en faisant l'autruche que l'on résoud les problèmes et dire que le social-impérialisme russe prépare la guerre, ce n'est pas souhaiter la guerre.

Le danger de guerre est une conséquence de l'existence de l'impérialisme. Tenter aujourd'hui de minimiser l'effort militaire soviétique, c'est répandre de bien dangereuses illusions.

Guide des films anti-impérialistes

Par
Guy Hennebelle



- 300 films répertoriés
- 150 films analysés
- une foule d'adresses

Plus 18 F

E-100

Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010-Paris Tel. : 202 87 85

nouvelles intérieures

Saint-Etienne

Séguy et Maire partent en campagne

Séguy, Maire et Henry, (secrétaire de la FEN) se retrouvaient au coude à coude mercredi matin à St Etienne pour présider un meeting «contre la politique d'austérité».

Il s'agissait en fait d'une opération politique s'inscrivant directement dans la campagne pour les élections municipales, la cible essentielle des orateurs étant le Maire de la ville, Durafour, également ministre du travail. La liste d'union de la gauche qui fait campagne contre le Maire sortant recevait ainsi un discret coup de pouce.

Séguy s'est fait particu-

lièrement éloquent sur le sujet, affirmant que «St Etienne ne mérite pas un Maire aussi engagé et compromis avec une politique aussi néfaste pour sa population».

Pendant ce temps Maire reconnaissait sans fausse pudeur que «ce n'est pas par hasard que nous avons tenu ce meeting à St Etienne.»

De son côté l'union des syndicats CFTD de Paris rendait, le même jour, publique sa position sur les municipales, appelant à «voter contre la droite» au premier tour (ce qui est un blanc-seing pour les candidats trotskistes qui se présentent au premier tour) et à «voter pour la gauche» au deuxi-

me tour. Les «listes écologiques» elles, se voient écartées des suffrages, «leur attitude consistant à ne pas vouloir donner de consignes de vote au deuxième tour, paraissent peu engagées politiquement.»

Les partis de la fausse gauche commencent donc à mettre leurs batteries syndicales en action, invoquant la prétendue capacité du Programme commun de répondre aux revendications essentielles des travailleurs.

Mais les travailleurs ont appris à se méfier des promesses de paradis prochain qu'on leur dispense abondamment, d'où qu'elles viennent.

Il nous intente un procès le 21 février

Qui est le fasciste Le Pen ? un nostalgique de l'OAS (2)

Tortionnaire en Algérie, Le Pen fut un des instigateurs du courant fasciste qui donna naissance à l'OAS. Il fut notamment membre du «Comité de Vincennes», regroupant tous les ultra de l'Algérie française aux côtés de Delbecques qui fut par la suite condamné à mort et fusillé pour ses activités criminelles, Bidault etc.

Le 16 novembre 1961, le «Comité de Vincennes» en question organisait un meeting à la Mutualité pour faire l'apologie de l'OAS et appeler au coup d'Etat fasciste. Delbecques s'y exclamait : «C'est l'OAS qui tient l'Algérie, c'est en Algérie le seul pouvoir effectif.» Le Pen quant à lui déclarait : «Tous les jours, des hommes rejoignent les hommes qui sont au combat et, de plus en plus, s'organi-

se... sur cette terre d'Afrique, déjà berceau de notre libération, l'armée qui demain, cette fois non plus secrète mais publique, à visage découvert, pourra défilier, comme (avait promis quelques années trop tôt le Général Salan, sur les Champs-Élysées.»

Et il avait ajouté : «A partir de ce soir, le combat est désormais commencé, la déclaration de guerre est faite.»

A cette époque, Le Pen était toujours député de Paris, inscrit au groupe «indépendant».

A la suite de ces propos une demande de levée de l'immunité parlementaire de Le Pen fut faite par le garde des sceaux.

Les crimes de l'OAS n'ayant pu empêcher la vic-

toire du peuple algérien, Le Pen comme d'autres n'en resta pas moins un ennemi acharné de l'Algérie désormais indépendante et n'a cessé de nourrir de chimériques mais criminels désirs de reconquête. C'est ainsi que le 17/1/74, il s'exclamait : «La France peut utiliser tous les moyens, de la négociation à la force, pour reconquérir le Sahara.» C'est cette même haine de l'Algérie indépendante qui est à l'origine des attentats qui ont eu lieu ces dernières années contre des bâtiments officiels de ce pays du tiers-monde, faisant plusieurs morts.

Pour Le Pen, la guerre avec l'Algérie et son peuple n'est pas finie. C'est ce qui l'amena à comparer les travailleurs immigrés algériens en France à «quelques cinquante divisions d'infanterie», qu'il présente comme étant encadrées «par une organisation qui, quel que soit son sigle actuel, n'est pas autre chose que l'héritière de l'organisation terroriste FLN en métropole».

Ainsi il cherche à présenter les travailleurs immigrés comme des «envahisseurs». N'est-ce pas là ce qui prétend justifier tous les crimes commis ces dernières années contre nos frères immigrés ?

Le «livret d'épargne des travailleurs manuels»

UNE ECCEURANTE DEMAGOGIE

Le Conseil des ministres qui siégeait mercredi a écouté une communication du «Secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels» sur la mise en place du «livret d'épargne manuel». C'est là le dernier gadget inventé par Stoleru pour présenter un miroir aux alouettes aux jeunes ouvriers.

Il a pour objet de «donner la possibilité à un travailleur manuel salarié de s'installer à son compte en lui proposant une forme d'épargne complète, simple, adaptée aux capacités d'épargne du travailleur et qui débouche sur l'ensemble des moyens nécessaires pour créer une entreprise individuelle».

C'est la dernière trouvaille capitaliste sur le thème : «Vous en avez marre d'être exploités, qu'à cela ne tienne : devenez votre propre patron!».

D'après la loi de Finances pour 1977 qui l'institue, ce livret pourra être souscrit par les salariés travailleurs de l'industrie, de l'artisanat et de l'agriculture âgés de moins de 30 ans.

Il comprend une «phase d'épargne» de 5 à 8 ans, à raison de versements mensuels de l'ordre de 100 à 500 F auprès des Caisses d'Épargne ou autres banques «populaires».

A l'issue de cette période, le possesseur du livret peut prétendre à un prêt «pouvant» atteindre dix fois l'épargne, à une prime d'investissement (égale à 15 % de l'investissement personnel du possesseur du livret) et à un congé de formation de trois mois pour lui et son conjoint rémunéré... à la moitié du SMIC.

D'après le gouvernement, près de 2 millions de jeunes travailleurs seraient susceptibles de «bénéficier» de cette initiative.

Celle-ci est en fait basée sur les relents les plus éculés de l'appel à «la débrouille» individuelle, sous-entendant qu'on peut toujours se sortir de l'esclavage salarié à condition d'en avoir la volonté, le gouvernement vous en offrant généreusement, lui, la possibilité.

Elle est une insulte aux jeunes travailleurs invités à «économiser» jusqu'à 500 F par mois alors que la hausse vertigineuse des prix ne leur permet même plus aujourd'hui de boucler les fins de mois.

Elle est enfin une proposition honteusement démagogique à l'heure où des milliers de petits artisans, commerçants, paysans sont ruinés, acculés à la faillite, jetés sur le pavé.

Autour des municipales

LA FOIRE D'EMPOIGNE DES PARTIS BOURGEOIS

(suite de la p.une)

Par ailleurs, du côté de la «gauche», les tractations se poursuivent au sujet des municipales. Il reste notamment à régler à Paris le problème du maire éventuel, élagué par le dernier accord sur le choix de quelques candidats. Le débat sur les nationalisations opposent deux conceptions tout aussi capitalistes l'une que l'autre ! Marchais n'en a pas moins dit de celle du PS qu'elle est «le contraire de la nationalisation».

Ces jours-ci, le PCF distribue un demi-million de tracts à Paris et son Comité central est convoqué pour le 23 sur la question des municipales.

Si la lutte est si aiguë, si les partis bourgeois sont si préoccupés, c'est que les municipales constitueront le premier round, une marche décisive vers le pouvoir.

Et particulièrement celles de Paris pour les partis de la majorité : au bout du chemin, il n'y aura pas place pour tout le monde et le vaincu de Paris risque d'être éliminé !

Mais tout cela se place évidemment dans le champ clos de la foire d'empoigne bourgeoise : des tractations, des coups qui s'y distribuent, nous n'avons encore que de faibles échos.

Remise en liberté d'un ancien gestapiste

LES INDULGENCES DE LA COUR DE SURETE DE L'ETAT

Un procès a eu lieu lundi et mardi devant la cour de sûreté de l'Etat : celui de Jean Gabrel. Cet individu, ancien collaborateur de la Gestapo durant l'occupation nazie, avait été condamné en 1946 à vingt ans de prison pour avoir dénoncé des résistants. Des documents prouvent qu'il était un agent de l'Abwehr, sous le matricule GB 7 III. Sur ces vingt années de prison, Gabrel ne devait en effectuer que cinq. Il sortait de prison en 1951. En 1952, il était à nouveau poursuivi pour avoir dénoncé aux nazis un résistant, le lieutenant Bouchez, qui allait être fusillé en 1942. Le texte d'un jugement d'un tribunal militaire allemand confirme que c'est Gabrel qui est à l'origine de cette arrestation. Il devait également recevoir 50 000 francs des nazis pour son crime. En 1957, alors qu'un mandat d'arrêt est délivré contre lui, Gabrel s'enfuit de France pour se réfugier au Liban. Le 26 janvier 1976, il est jugé par contumace et est condamné à mort.

Au mois d'août 1976, alors que la guerre civile fait rage au Liban, il revient en France, espérant que l'éponge serait passée sur ses crimes. Il est alors arrêté

et déferé devant la Cour de sûreté de l'Etat. Le jugement de celle-ci a répondu aux attentes du gestapiste. La Cour de sûreté de l'Etat l'a en effet condamné à vingt ans de prison confondus avec la première condamnation de 1946... En conséquence, elle a déclaré qu'il devait être remis en liberté le soir-même du procès. Ainsi, mardi soir, Gabrel s'est retrouvé libre. Pour ses crimes multiples, il aura ainsi fait en tout et pour tout cinq ans de prison.

Ce jugement qui intervient après toute une campagne destinée à blanchir la collaboration, aura suscité l'indignation et la colère de plus d'un résistant.

Il montre aussi que la Cour de sûreté de l'Etat qui a maintenu durant cinq mois notre camarade Romain Le Gal en prison pour avoir défendu les idées marxistes-léninistes, condamné à de lourdes peines de prison des Corses, etc. est beaucoup plus indulgente à l'égard de ceux qui sont responsables de l'assassinat d'anciens résistants. Il est vrai que dans les allées du gouvernement, il ne manque pas d'individus qui furent du côté des occupants, comme Hersant qui, durant ces années-là, se montrait parfois sous l'uniforme nazi.

CAMPAGNE DE SOUTIEN

Parce que je soutiens l'Humanité rouge dans sa lutte contre le fasciste Le Pen et la répression bourgeoise, je verse F de souscription.

LOCALITE

PROFESSION

A découper et à envoyer avec la souscription à l'Humanité rouge

BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP 3022672
La Source



Cantines d'EDF-GDF

Les révisionnistes jettent le masque

C'est depuis 1964 que les fédérations syndicales (essentiellement les révisionnistes) ont repris la gestion de la CCAS (Caisse centrale d'activités sociales d'EDF-GDF — Cf Prolétariat No 13). Elles gèrent les cantines dans l'ensemble de la France. Au total un millier d'employés répartis dans une centaine de cantines, qui ne bénéficient que d'une convention collective assez classique, mais pas du même statut que l'ensemble du per-

C'est en 1975 que des travailleurs des cantines décidèrent de se syndiquer à la CFDT, donc de nombreux syndicats et sections d'EDF-GDF et de la CCAS étaient décidés à développer la lutte pour la titularisation, en solidarité avec l'ensemble du personnel d'EDF.

Plusieurs actions eurent lieu au printemps 75 et surtout une grève de 48 heures fin juin massivement suivie dans les cantines malgré l'opposition et le sabotage des dirigeants révisionnistes de la CCAS et de la fédération CGT.

Mais les révisionnistes n'avaient pas dit leur dernier mot. Ils profitèrent de leur position hégémonique à EDF, de l'attitude hésitante de la fédération CFDT pour demander des négociations aux Ministères de l'Industrie et du Travail, «négociations» qui traînèrent pendant des mois... Dans le même temps, ils organisèrent la démobilisation dans les cantines : «puisque on négocie, ce n'est pas la peine d'agir» !

Voici quelques mois, ils décidaient d'accorder sur les ressources, d'ailleurs considérables (plus de 50 milliards d'AF de budget), de la CCAS, une partie des avantages du statut aux travailleurs des cantines.

Ils expliquèrent, à cette occasion, au personnel d'EDF-GDF que cela allait empêcher la construction de nouveaux centres de loisirs, faisant tout pour opposer travailleurs des cantines et d'EDF-GDF.

Aujourd'hui, alors que les Ministères viennent de répreciser qu'ils ne pouvaient accorder la titularisation, (ce qui est bien évident puisqu'il n'y a pas d'action depuis juin 75), de plus en plus nombreux sont les travailleurs des cantines qui veulent à nouveau développer la lutte et qui s'organisent et se coordonnent pour l'imposer aux fédérations syndicales.

C'est le moment que choisissent les dirigeants révisionnistes de la fédéra-

sonnel EDF-GDF.

Aussi les travailleurs des cantines veulent-ils depuis plus de 10 ans, leur titularisation. Jusqu'en 1975, ils étaient organisés en un syndicat unique CGT, dont il fallait obligatoirement avoir la carte, et qui dans les faits était à la botte des dirigeants révisionnistes de la CCAS. Rien ou presque (cinq lettres au Ministère en 10 ans) ne fut fait pour l'obtention du statut.

tion GGT d'EDF-GDF pour mettre les cartes sur la table. Dans le No de février de «Force Informations», ils écrivent entre autre :

«Certains syndicats CFDT notamment dans la région parisienne, et parfois celui de la CCAS, se sont livrés souvent à un inqualifiable amalgame entre la CGT, responsable de la gestion de la CCAS du fait de la confiance que lui a témoignée le personnel et les directions générales et le gouvernement qui sont les seules,

depuis toujours, à s'être opposés à la titularisation du personnel conventionné.

«Ces attitudes, qui ne facilitent pas les rapports d'unité, pourtant bien nécessaires pour maintenir les droits acquis, ont alimenté toutes les campagnes politico-policieuses des prétendus «communistes marxistes-léninistes» dont certains, aux services centraux et ailleurs, militent à la CFDT».

Ainsi donc les dirigeants révisionnistes ne trouvent plus rien d'autre, pour déni-

grer les militants, sections et syndicats CFDT et les communistes marxistes-léninistes qui ont apporté un soutien total, que de parler de «campagnes politico-policieuses». C'est une éclatante preuve de faiblesse des dirigeants révisionnistes.

Sous le titre «Un changement de politique est nécessaire», les révisionnistes expliquent clairement leur position : «L'admission du statut ne pourra être obtenue par la seule action des agents concernés de la CCAS; il n'est même pas certain que la lutte de tous les gaziers et électriciens soit suffisante dans la période présente, il n'est que de voir les attaques menées contre tous les avantages statutaires, les résistances

acharnées par le gouvernement Giscard (...)

C'est pourquoi la CGT, et elle seule, jusqu'à ce jour, en tant qu'organisation syndicale, lutte de toutes ses forces pour que la gauche arrive au pouvoir appuyée par un large mouvement populaire et mette en œuvre toutes les dispositions du Programme commun de gouvernement.»

Voilà qui a le mérite de la clarté. Et les travailleurs des cantines apporteront bientôt à ces messieurs qui briguent des places de ministres et de directeurs la réponse qu'ils méritent : l'action des travailleurs des cantines se développe sans eux et contre eux.

Correspondant HR

La crise en Lorraine

Pour le PCF : les nationalisations ?

« Une rentabilité véritable au service de la nation »

La journée d'action du 11 février en Lorraine s'est soldée pour les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT et leurs compères du PS, de la CFDT et de la FEN par un échec relatif, compte tenu des efforts pour en faire une «manifestation d'une puissance exceptionnelle».

Les travailleurs, conscients de l'attaque qui les vise, veulent pourtant se battre et ils ont débrayé assez largement dans la sidérurgie.

Mais ils ne sont guère enthousiastes pour défilier derrière les bannières du Programme commun, des nationalisations et de l'électoratisme.

Dans la situation de crise que connaît cette région, ce sont les chevaux de bataille qu'enfourchent les révisionnistes, profitant de «l'occasion» pour manifester leur volonté de contenir l'action des travailleurs dans de saines limites et mettre sur le devant de la scène leur projet politique de sauvetage du capitalisme.

Mais écoutons les représentants du PCF : ils sont fort convaincants !

Et tout d'abord Depietri, le député PC, maire de Moyeuve-grande qui déclarait le 2 février à propos du plan «anticrise acier» de l'actuel gouvernement :

«L'État va donc établir un nouveau plan financier ; pourquoi donc ne pas aller jusqu'au bout et aller jusqu'à la nationalisation ?»

Voilà qui a le mérite de la clarté : le PCF inscrit résolument son projet dans le cadre de l'État capitaliste.

Le PCF propose ses bons offices

C'est en somme une proposition de bons offices pour mieux faire passer la restructuration de la sidérurgie, ce que confirme avec force Demaison du Bureau national CGT : «Il faut prendre en main l'économie qu'ils sont en train de dé-

truire, parce que nous allons la diriger bientôt et parce que le rapport de force nous est favorable» (devant des militants en janvier).

Et cette crise, cette «destruction de l'économie», elle n'est pas le fait du système capitaliste. C'est seulement le gouvernement actuel qui «abandonne l'industrie française de l'acier aux cartels allemands» (Porcu, député PCF) et ne va pas jusqu'au bout !

La concentration de la production et le PCF

Comme disait Lénine dans «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme» : «Le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constitue une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme.»

La sidérurgie française en

offre un exemple frappant : en 1946, 17 entreprises fournissaient les 2/3 de la production d'acier.

En 1973, 3 entreprises en fournissent plus de 80 %. Mais la crise impose aujourd'hui d'aller plus loin. Et les «jusqu'au-boutistes» du PCF sont là les plus radicaux : en nationalisant, ils veulent constituer un seul et unique monopole d'État qu'ils nomment déjà «Société nationale des aciéries de France» (voir leur proposition de loi à l'assemblée nationale).

Et ils se proposent bien sûr pour le gérer : dans leur dépliant publicitaire pour leur «grand rassemblement de la jeunesse en Lorraine» le 12 février, après avoir vanté les mérites de la nationalisation («on peut obtenir d'une entreprise nationale de la sidérurgie les mêmes succès que Renault dans l'automobile»), ils concluent :

«Ce serait tellement plus facile si, avec un gouvernement de gauche, des ministres communistes, appliquant le Programme commun, gèrent la France.»

Une nouvelle invention la rentabilité véritable

Dans son appel pour soutenir le «référendum sur la nationalisation», organisé par le PCF en Lorraine du 16 au 23 janvier, la CGT indiquait que «la nationalisation est le moyen de produire plus, pour cela (les besoins du pays - NDLR) et avec plus d'efficacité... Elle est le moyen de substituer à la rentabilité du taux de profit maximal pour quelques magnats de l'acier une rentabilité véritable au service de la nation».

Après la «démocratie véritable», la «rentabilité véritable» !

Que d'inventions pour masquer le système d'oppression capitaliste !

Quant à accroître «l'efficacité» de la sidérurgie et «sa rentabilité», les travailleurs savent bien ce que cela signifie en système capitaliste : ce sont les licenciements et l'intensification du travail, le chômage et la misère, qui seront également «véritables» et «démocratiques» sans nul doute sous le pouvoir de la gauche, sous la baguette du PCF !

Le mécontentement : un tremplin pour le PCF

Les licenciements annoncés suscitent bien sûr un profond mécontentement chez les travailleurs. Le PCF fait grand tapage pour attirer à son projet politique un soutien de masse en s'appuyant sur ce mécontentement : référendum sur la nationalisation, rassemblement de jeunes, opération «vérité et espoir» (dont il faut dire au passage qu'elle a eu bien peu de succès en Lorraine, mais aussi dans tout le pays), proposition de loi et autres démarches de leurs élus, etc.

De ce point de vue, la crise dans la sidérurgie lui est une bonne base d'appui dans les luttes de clans au sein de la bourgeoisie : ainsi le PS de la région et des responsables de la CFDT, tel Cherèque, le dauphin de Maire, reprennent le projet de «nationalisation immédiate» que rejette le PS au plan national.

Quant aux travailleurs, ils sont aussi engagés à se détourner de la lutte au profit des urnes (un petit référendum en attendant les élections !) et les révisionnistes apportent ainsi une précieuse contribution au plan de licenciements du gouvernement actuel.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert

1 mois (22 No) . . . 32 F
3 mois (66 No) . . . 95 F
6 mois (132 No) . . . 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé

1 mois (22 No) . . . 70 F
3 mois (66 No) . . . 210 F
6 mois (132 No) . . . 420 F
Soutien 500 F

CCP :
L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672 — La Source



la France des luttes

Préparation du congrès national du SGEN-CFDT

DEVELOPPER LA LUTTE DE CLASSE

Nous publions ici sous forme d'extraits un certain nombre de remarques qu'un de nos lecteurs d'Aix-en-Provence nous a envoyées à propos du congrès du SGEN qui se tiendra à Grenoble à Pâques.

Nous abordons ici la question du contenu de l'action revendicative et des moyens de l'action revendicative. Nous serons appelés à revenir par la suite sur un

autre problème important : les rapports entre syndicats et partis politiques.

Nous appelons dès maintenant nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur ces questions.

Non à tout licenciement

Ce mot d'ordre concret pose le problème du chôma-

ge. Ce chômage touche surtout les maîtres-auxiliaires. Or, sur ce point très précis, le projet de rapport général est silencieux. Il ne parle des non-titulaires que pour dire que la prise en charge de leurs problèmes s'impose à cause de la stabilisation du milieu enseignant ! Or, le chômage qui est le problème numéro un des travailleurs en cette période de crise est aussi le problème numéro un dans l'Éducation nationale.

C'est là une preuve que l'analyse du projet de rapport général du SGEN est conduite sans prêter attention au contexte social dans lequel se situe l'école. Nous en verrons d'autres exemples.

A travail égal, salaire égal ! Non à la hiérarchie !

On peut remarquer que ces mots d'ordre n'apparaissent jamais dans le projet de rapport général. Toutefois, le texte comprend des éléments qui vont dans le sens de ces mots d'ordre. Et c'est là quelque chose de positif. Mais le rapport devrait lancer clairement ces mots d'ordre.

Non à la sélection !

Le projet de rapport indique que «l'école est le centre de tri de la main-d'œuvre dont l'économie capitaliste a besoin». Ce point désigne ce qui est le rôle central de l'école, du point de vue du fonctionnement de la société capitaliste dans laquelle nous vivons. Mais que penser alors des mots d'ordre comme «égalité des chances» ou «formation sans ségrégation» ?

En fait, le rapport se contente de s'opposer aux notations «systématiques», aux procédures de classement «implicite», aux examens «de nature compétitive et discriminatoire». En fait, cela revient à dire que la sélection est liée à l'économie capitaliste (ce qui est juste) mais qu'on est prêt à accepter l'économie capitaliste moyennant d'autres critères de sélection.

Le problème posé par cette question est donc encore une fois le problème des rapports entre l'école et la société capitaliste, dont la solution ne réside pas à l'intérieur de l'école, mais en dehors d'elle. Le projet de rapport ne tient pas vraiment compte du contex-

te social dans lequel se situe l'école. Il dit bien que nous sommes dans une société capitaliste, mais il n'en tire aucune conséquence.

Or, comme la sélection capitaliste ne peut disparaître qu'avec le système capitaliste, proposer d'autres critères de sélection applicables dans ce même système, c'est participer à la gestion du système capitaliste et non pas «supprimer les rapports de domination, d'exploitation et d'aliénation» comme le voudrait le projet de rapport. Pour nous, dire non à la sélection, c'est dire non au capitalisme !

Ouverture de l'école aux travailleurs

Le rapport dit : «L'école doit abandonner le mythe de la neutralité sociale et s'ouvrir en particulier au monde du travail. (...) L'école ne doit ni taire, ni accentuer l'existence des milieux sociaux différents». Il faut introduire «le monde du travail» à l'école, mais à condition que cela n'accroisse pas l'existence des milieux sociaux différents. On ne se demande pas si l'entrée «du monde du travail» à l'école n'est pas incompatible avec l'existence du milieu social bourgeois. S'il est juste de vouloir faire entrer les travailleurs et leur «monde» il faut comprendre qu'il est impossible de tenir une «neutralité» entre les différentes classes sociales. Introduire l'une, c'est contester l'existence de l'autre.

Les moyens de l'action revendicative

Au niveau du fonctionnement du syndicat, l'application des principes contenus dans le projet de rapport permet de condamner sans équivoque la campagne «antigauchiste» et «antibassist» de la direction de la CFDT contre les militants du courant de lutte de classe au sein du syndicat.

Par contre, l'absence de précisions sur la valeur respective des différents types d'action découle du fait que dénoncer les «grèves de 24 heures» reviendrait à se couper de la FEN. Se trouve ainsi posé le problème de l'unité avec les autres centrales syndicales.

Cette unité ne doit pas se faire au détriment de formes de lutte comme les «actions effectifs-emploi» et au profit des grèves-bidon de 24 heures.

Communiqué

La Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France soutient la lutte des travailleurs de l'usine Le Roux à Muzillac qui occupent leur usine pour refuser tout licenciement.

La Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France appelle tous les travailleurs de la région à participer au meeting organisé par les travailleurs de chez Le Roux, le samedi 19 février à Muzillac à 14 h.

JCMLF Vannes

Marseille

SOUTIEN A NOS FRERES IMMIGRES

L'Agence de presse 13 (AP 13) annonce qu'«après l'interdiction de l'AGEG (Gabon), et les menaces qui pèsent sur d'autres organisations et associations d'immigrés en France la riposte s'organise dans l'unité. Un meeting doit se tenir le vendredi 18 février à 20 h, Salle Mazenod, rue d'Aubagne, pour :

— l'arrêt des menaces qui pèsent sur l'AGEC (Congo) et l'UNEK (Cameroun);

— L'abrogation de la loi de 1939 et de toute mesure frappant l'immigration;

— La liberté d'expression, d'association et de réunions pour les étrangers;

— L'égalité des droits français-immigrés;

A PROPOS D'ARENC

A propos de la mobilisation contre la prison d'Arenc, à Marseille, (prison clandestine pour les travailleurs immigrés) l'agence AP 13 souligne que «suite à l'assemblée générale du Collectif qui s'est tenue le mercredi 9 au TODI et qui a réuni un grand nombre d'associations, de syndicats et d'individus plus particulièrement concernés par les problèmes de l'émigration, de la justice et de la police, des décisions importantes ont été prises».

Notamment «une grande marche régionale, le 26 mars, qui partira de 2 ou 3 secteurs de Marseille pour se retrouver tous ensemble dans le centre ville et manifester dans les quartiers populaires».

D'autres actions sont prévues, comme un travail d'enquête et l'organisation de réunions publiques dans les quartiers.

Quand le Méridional «fait du social...»

Voici un bref extrait d'un article du journal «Le Méridional», dont les liens avec «l'éminent socialiste» Defferre ne sont plus à démontrer. C'est tellement révélateur que nous nous garderons de tout commentaire :

«L'atelier CAT, une «usine» qui tourne avec des handicapés physiques et mentaux... Ce travail est d'un très bon niveau et d'une valeur incontestable. Mais l'activité ainsi fournie par ces handicapés n'est évidemment pas gratuite. A l'atelier CAT, chacun perçoit une rémunération de 4 F 35 par heure pour 40 heures par semaine (à titre de comparaison le salaire du SMIC est de 9 F 24 de l'heure)... Le rôle qu'il (l'atelier) joue dans la cité est utile et efficace et souvent indispensable et remarquable sur le plan social et humain». (journal du lundi 7 février)

(Repris de l'Agence AP. 13 - Marseille)

Adresse de l'Agence Presse 13 :
39, Allée Léon Gambetta - Marseille - Tél. 50.78.60.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom Prénom

Adresse

Signature

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.





Les classes pratiques

Apprentissage de l'exploitation !

Cette histoire se passe dans une cité ouvrière autour de Peugeot-Sochaux. Le proviseur d'un CES a l'intention de renvoyer une quinzaine d'élèves de ces « classes pratiques », « vide-poubelles » où on fourre les enfants soi-disant « peu doués » en attendant qu'ils aient 16 ans.

Il a écrit une lettre aux parents, disant que leurs gosses étaient intenable et que « la grossièreté, l'indiscipline, l'hypocrisie étaient des défauts peu appréciés dans l'établissement » !

Cette lettre les appelle à une réunion pour en discuter.

A cette réunion viennent la quinzaine de parents, certains avec leur enfant concerné.

Le proviseur est là, entouré de ses professeurs. Au coin de la salle, 2 personnes représentent la Fédération Cornec des parents d'élèves.

Le proviseur commence : « Je vous ai convoqués pour vous dire qu'on ne peut pas garder vos enfants dans notre établissement : insolents, ils refusent le travail grossiers, ils insultent les professeurs ; violents, ils cassent tout ; ils contestent tout, il n'y a rien à en tirer, etc.

On vous accorde un dernier sursis, si ce n'est pas concluant, on les renvoie chez vous, et vous perdez les allocations familiales. »

Les parents se sentaient culpabilisés d'entendre tout ça sur leurs enfants, et certains ont demandé aux professeurs ce que précisément on reprochait à leur enfant.

— On leur reproche d'acheter des cigarettes au lieu d'acheter des compas et des équerres ; mais n'est-ce pas pure hypocrisie ? A la télé, voit-on beaucoup de publicité pour des compas, alors, qui donc pousse à la consommation des cigarettes ?

Lorsque cette question fut posée, le proviseur répondit que ce n'était pas le moment de faire de la politique, que la politique, ça se faisait aux urnes, le jour des élections !

« Eh oui, répond-il, je sais qu'il y a beaucoup de choses qui ne vont pas, mais moi, j'y pense en allant voter ! »

Encore un qui vote PC

ou PS, les voilà les défenseurs de la « gauche » !

— Au cours de ces classes, les enfants font des stages de pré-apprentissage dans des usines ou garages ou magasins, 15 jours par mois.

Voilà que le proviseur reproche aux enfants de ne jamais s'y plaire.

N'est-ce pas pure hypocrisie, quand on sait que ces gosses ne sont pas payés pour le travail qu'ils font ? L'un des enfants concernés était dans un garage, et tout ce qu'on lui faisait faire, c'est poncer les voitures toute la journée, mais pas pour un centime ! Voilà comment on les dégoûte du travail.

Le proviseur : « Ils ne font pas le stage pour être payés, mais pour apprendre. »

Oui, apprendre à poncer et à balayer, merci, M. le proviseur !

— On leur reproche de refuser le travail théorique. Mais un des parents répond : « Mon fils ne veut pas apprendre, c'est parce qu'il sait que pour laver les voitures Peugeot sur la chaîne, ça ne sert à rien d'apprendre les lois de France. »

— Le proviseur reproche à certains gosses d'être grossiers, de ne parler que d'histoires sexuelles.

Mais n'est-ce pas pure hypocrisie, quand on sait qu'à Audincourt, il ne passe que des films pornos et rien que ça.

— Enfin, les belles paroles du proviseur :

« Nous accordons un petit sursis et essaierons de reprendre vos enfants à l'es-

sai à la condition absolue qu'ils acceptent le règlement intérieur, qu'ils soient dociles, obéissants, qu'ils travaillent ! Voilà une bonne préparation pour l'usine.

Ces classes surnommées préprofessionnelles sont bien un apprentissage de l'exploitation. On veut faire de ces élèves de futurs salariés fayots et dociles.

Mais les élèves ne l'acceptent pas et crient leur révolte. Bien sûr, c'est encore inconscient chez eux, et nous ne les soutenons pas quand ils volent dans la poche du voisin ou quand ils insultent les professeurs femmes avec grossièreté.

Mais ces élèves de 15 ans sont avant tout des victimes de la société capitaliste pourrie ; et c'est à cette

société qu'il faut s'en prendre.

A force d'être traités de « mauvais éléments », ils finissent par le devenir.

— Une dernière chose : à la fin de la réunion, une des deux représentantes de la Fédération Cornec des parents d'élèves (PC, PS) se lève et dit : « C'est incroyable, c'est une vraie démission des parents, personne n'a fait appel à nous (!), et je comprends en voyant les parents que la direction renvoie les élèves » (!)

La réunion se termine, personne ne prête attention à Cornec, sauf une personne qui demande : « Mais qu'auriez-vous fait ? »... Réponse : « Nous aurions écrit une lettre au rectorat pour qu'il nomme des professeurs hommes musclés car ils ont plus d'autorité. » (!)

Voilà encore notre « gauche », Programme commun : à quand le temps où ils vont demander des CRS comme professeurs pour ces classes pratiques ?

Une lectrice d'Audincourt (Doubs)

Assises contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles

26 et 27 février 1977

L'appel du comité de liaison et d'information sur la santé et les conditions de travail (CLISALT), qui est à l'origine de ces assises, dénonce le capitalisme, le pouvoir et déclare notamment :

« Il faut faire le point sur la pollution industrielle et les maladies professionnelles face à la politique de silence de la bourgeoisie et aux mensonges de ses "spécialistes" officiels... »

Engageons un premier bilan de l'action des CHS, des

Les forums qui se dérouleront le samedi après-midi et le dimanche matin traiteront des sujets suivants :

— **Alimentation et pollution** : avec des témoignages d'ouvriers d'usines alimentaires (boucheries, boulangeries industrielles, biscuiteries... alimentation pour bétail telles Sanders...) de paysans, de scientifiques, spécialistes en hygiène alimentaire. Seront notamment abordées les questions des colorants, des pesticides, des nitrates et des engrais...

— **Nuisances industrielles et maladies professionnelles** :

commissions conditions de travail, des associations d'agriculteurs, des comités anti-pollution...

Ouvrons le dossier noir de l'insécurité dans les usines et autour d'elles, de la destruction de nos régions, victimes de cette politique. »

des mineurs de Lorraine, du Nord, des scientifiques témoigneront sur la silicose et les maladies pulmonaires, des ouvriers et des médecins de quartier apporteront leur témoignage sur la pollution dans les cités de la sidérurgie lorraine. Des ouvriers du textile du Nord, des cheminots de l'Ouest et du Rhône, des postiers (informatique) apporteront leurs témoignages sur la restructuration et l'enrichissement des tâ-

Lille

Au concours de recrutement

Les élèves conseillers d'orientation boycottent une épreuve

Le jeudi 10 février, les candidats au concours de recrutement des élèves-conseillers d'orientation de l'académie de Lille ont refusé de composer pour protester contre le changement de nature d'une épreuve en contradiction avec les textes officiels et sans que les candidats en aient été avertis.

L'épreuve attendue par les candidats était une épreuve sous forme de tests qui a été transformée en épreuve de connaissances.

Cette épreuve s'étant déroulée une première fois le jeudi 6 janvier avait déjà été annulée à la suite du refus de composer de la part des candidats élèves-conseillers de Paris.

Il s'agissait donc d'une seconde convocation sur le plan national, et l'indignation a été grande lorsque les candidats (maîtres-auxiliaires pour la plupart) ont constaté qu'on n'avait tenu aucun compte des protestations émises à Paris.

Recteur et Inspecteur d'académie ont utilisé tous les moyens de pression afin de diviser les candidats (exhortations, menaces...) mais ils ont échoué : sur environ 175 candidats, 168 se sont prononcés (à la suite d'un vote à main levée) en faveur du boycott de l'épreuve.

Les syndicats d'enseignants et la presse locale ont aussitôt été avertis afin de populariser une colère très légitime.

Les candidats réclament donc une seconde fois l'annulation de l'épreuve jusqu'à ce que celle-ci réponde aux conditions publiées dans le Bulletin Officiel. Le SGEN réclame l'intervention du tribunal administratif.

Une protestation a aussi été déposée contre le sujet de la dissertation du concours interne (application des mesures du plan Barre...)

Une maîtresse-auxiliaire du Pas-de-Calais

SALLES DE CONFÉRENCES
6, rue Albert Lapparent - 75007 Paris
(Métro Ségur)

Samedi 26 : de 14 à 18 heures : FORUMS
En soirée : CINÉMA

Dimanche 27 : de 9 à 12 heures et de 14 à 17 h 30 : FORUMS, SYNTHÈSE, ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.



culturel

En Chine, pour appuyer la campagne «Développer les districts du type Tatchaï»

Les troupes de théâtre en tournée dans les communes populaires et les brigades de production

Dans la province de l'Anhouei, les troupes de théâtre se sont récemment réunies en séance de travail au cours de laquelle les travailleurs artistiques ont échangé les expériences qu'ils avaient acquises dans leurs tournées théâtrales à la campagne ; ils ont établi un nouveau plan de travail destiné à mieux mettre en pratique l'esprit de la 2^e Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchaï dans l'agriculture.

Depuis la première conférence sur Tatchaï, tenue en 1975, encouragées par l'appel du camarade Houa Kou-feng : «mobiliser tout le parti, entreprendre en grand l'agriculture et combattre pour généraliser les districts de type Tatchaï», les troupes de théâtre de toute la province, une centaine, sont allées en tournée à la campagne afin de mieux interpréter ce grand mouvement révolutionnaire et lui imprimer un nouvel essor.

LES TROUPES EN TOURNÉE A LA CAMPAGNE

Instruments de musique à la main, accessoires sur les épaules, les travailleurs artistiques de ces troupes s'activent sur la vaste plaine au nord du Houeiho comme dans les régions montagneuses de l'Anhouei du Sud. Certaines troupes vont en tournée pendant 8 à 9 mois d'affilée dans des communes populaires et des bri-

gades de production. Dans des régions perdues, faute de salle, les spectacles se donnent sur les aires de battage, au bord des champs, même chez des paysans. Ce dévouement des travailleurs artistiques a été hautement apprécié par les paysans d'origine pauvre et moyenne-pauvre.

En dehors des représentations données dans la ville de Hofei, chef-lieu de la province, l'ensemble artistique provincial envoie ses troupes en tournée à la campagne ; elles jouent sur des chantiers de construction, dans des casernes de l'APL et des bassins miniers.

Emportant des tréteaux démontables de leur fabrication, des bandes enregistrées, des décors de fond et d'autres accessoires, les travailleurs artistiques de ces troupes interprètent pour des dizaines de milliers de paysans le ballet à thème révolutionnaire «La Fille aux cheveux blancs», qui reflète la lutte révolutionnaire des paysans chinois.

Conformément à la directive du Comité du parti dans le district et pour mieux servir les paysans qui travaillent à l'aménagement des montagnes, des cours d'eau et des champs, l'ensemble d'opéra Lou du district de Soutcheng s'est divisé en deux troupes.

Depuis l'hiver 1975, ces deux troupes vont toujours en tournée sur des chantiers de travaux hydrauliques.



Les paysans de Tatchaï se livrant à l'étude.

Elles ont composé plus de 150 pièces, chansons, danses sur des thèmes locaux ce qui

a vivement encouragé les paysans et donne un essor au développement du mouvement pour s'inspirer de Tatchaï dans l'agriculture.

S'ORIENTER VERS LA CAMPAGNE

En 1942, le président Mao a indiqué dans ses «interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yen-an» : la littérature et

l'art du prolétariat doivent servir les larges masses des ouvriers, des paysans et des soldats. En 1951, à l'occasion du 2^e anniversaire de sa fondation, l'ensemble artistique de la préfecture de Tsouhsien a écrit au président Mao pour lui faire un compte-rendu de sa tournée à la campagne. Le président Mao leur répondit par cette calligraphie : «S'orienter vers la campagne». Cette directive du président Mao encouragea et anima les travailleurs artistiques de la province et dès lors, beau-

UNE LUTTE CONTRE LES QUATRE

Pendant la Révolution culturelle prolétarienne, le Comité révolutionnaire de la province de l'Anhouei a transmis le manuscrit de cette calligraphie du président Mao à Pékin et proposé de la rendre publique.

Mais la «bande des Quatre» l'a étouffée et est intervenue, par des activités de sabotage, pour s'opposer à ce que les troupes de théâtre de l'Anhouei aillent en tournée dans les régions rurales et interprètent le mouvement pour s'inspirer de Tatchaï dans l'agriculture.

La «bande des Quatre» soumise à la dénonciation et à la critique, les travailleurs artistiques de l'Anhouei, aujourd'hui, pleins de confiance, sont déterminés à suivre la voie indiquée par le président Mao : «S'orienter vers la campagne.»

Sebastian Maroto

Une nouvelle façon de jouer de la guitare

Sébastien Maroto est un des plus grands guitaristes de notre temps. Il a enrichi la technique de la guitare. Mais il reconnaît tout ce qu'il doit aux guitaristes populaires espagnols. Si la guitare l'intéresse c'est bien parce qu'elle est un instrument extrêmement populaire. Ce qu'il voudrait c'est briser le cloisonnement que la bourgeoisie maintient entre musique classique d'élite et musique de masse. C'est à ce titre qu'il nous intéresse.

Pour Sébastien Maroto, la guitare est l'unique instrument de musique populaire. Elle permet de faire venir des gens qui ne vont pas aux concerts. C'est pour cela qu'il donne 15 concerts à des prix abordables au théâtre Montparnasse.

La guitare est un instrument de culture populaire en perpétuelle évolution. On n'a jamais fini de découvrir de nouvelles façons d'en jouer.

Sébastien Maroto a mis au point une nouvelle façon de jouer de la guitare. Au début la corde était pincée, puis la corde fut butée. On place la main dans une position qui donne à l'attaque de la corde par les doigts une allure plus naturelle, plus rapide.

Beaucoup de progrès sont dus aux guitaristes espagnols. Mais chaque amélioration dans la façon de jouer est le fruit d'un long travail et l'aboutissement de toute une tradition de guitaristes classiques qui va de Arrega (fin XIX^e-début XX^e) à Sor.

C'est Ségovia qui a synthétisé tous ces travaux sans oublier Ida Presti, la grande guitariste marseillaise.

L'atout de la guitare, c'est qu'elle est très populaire partout. C'est un instrument d'accompagnement très bon marché. Tous les chanteurs s'accompagnent à la guitare. On a la guitare de jazz, la guitare pop. C'est la guitare classique qui est le plus difficile, c'est un véritable petit orchestre. Il faut travailler plusieurs heu-

res par jour. Sébastien Maroto interprète de la musique classique, de la musique moderne, de la musique espagnole, des œuvres de Bach, Haendel, des œuvres de Luthistes.

Ce que veut Sébastien Maroto c'est bien abolir la séparation entre composition et interprétation. La composition est enrichie à chaque nouvelle interprétation, elle s'enrichit de toutes les découvertes techniques, de tous les progrès dans ce domaine. On joue mieux aujourd'hui qu'avant.

Or, on a fossilisé la musique. D'une pièce de musique, on dit c'est bien écrit, or ce qui importe dans la musique c'est le son concret. Pour Sébastien Maroto, la guitare est un instrument très personnel, on joue sans intermédiaire (comme les touches du piano) : Grâce à la guitare, on doit pouvoir recréer la vie d'une œuvre.

Pour lui, la musique c'est dialectique, c'est un rapport de son en mouvement, en perpétuel changement. Ce que voudrait Sébastien Maroto c'est aussi



Sébastien Maroto

abolir la coupure entre la musique populaire et la musique classique.

En effet, la musique classique est issue de la musique populaire mais on l'en a coupée. La guitare instrument qui se prête à l'interprétation vivante devrait permettre de briser cette coupure.

Allez voir Sébastien Maroto jusqu'au 19 février à 18 h au théâtre de Montparnasse, 31 rue de la Gaité, 75014 Paris. (disques Escargot distribué par CBS)

LA CGT ET LA PUBLICITE



L'Humanité Rouge

L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (1)

Une arme contre les travailleurs au service des patrons

Lors de son voyage dans le Sud-Ouest, Barre s'est fait le champion de la vieille thèse qui prétend faire des travailleurs les responsables de leur propre chômage du fait de leur soi-disant «manque de mobilité».

Quel cynisme révoltant, au moment où le chômage, selon le ministère du Travail lui-même, a atteint le record absolu de 1 060 000 après une augmentation de 25 000 en janvier, et alors que le niveau des offres a été particulièrement bas (moins de 100 000 en janvier !)

Et l'on sait combien les chiffres officiels sont encore loin de la réalité, compte-tenu de ceux, nombreux, qui ne sont pas inscrits et sont pourtant sans emploi !

Nous l'avons montré dans notre édition de

C'est l'Agence nationale pour l'emploi (que des millions de travailleurs connaissent pour y avoir été ou y être inscrits comme «demandeurs d'emploi») qui a pour tâche d'appliquer cet ensemble de mesures.

Avant d'aller plus loin, rappelons encore une fois que c'est à peine le dixième des chômeurs qui bénéficient des fameux 90 % dont on a tant parlé (entre autre du côté des directions syndicales qui ont collaboré à cette mystification démobilisatrice).

Moins de la moitié touche une allocation ASSEDIC (c'est-à-dire le tiers de leur salaire antérieur après 3 mois, un peu plus de 40 % pendant les 3 premiers mois). On peut d'ailleurs remarquer (selon les chiffres de l'INSEE) qu'ils étaient plus de 480 000 en mars 76 (pour moins de 950 000 chômeurs) et ne sont pour décembre 76 (et 1 026 000 de chômeurs) que 450 000.

Ces brillants résultats indiquent bien le sens de l'effort des patrons : plus de chômage, moins d'allocations ! Mais ça ne suffit pas encore, surtout quand on annonce (tousjours Barre, jeudi) que le chômage, ça ne fait que commencer !

LES ENQUÊTEURS : LA POLICE DU CHOMAGE

C'est la création d'un corps d'enquêteurs (en novembre 1976) pour dépister les «fraudeurs» qui a révélé le rôle répressif (et de plus en plus) de l'ANPE.

Avant de préciser leur rôle, il faut savoir que, si l'inscription comme demandeur d'emploi n'implique pas nécessairement le bénéfice d'une allocation ou aide pour le chômeur, la radiation entraîne, elle, la perte automatique de ce genre «d'avantage» ainsi que de la «couverture» par la Sécurité sociale et autres prestations familiales (allocations familiales). C'est dire l'importance de cette question !

Le chômeur est radié bien sûr s'il a retrouvé du travail.

Mais il peut l'être aussi par le biais du contrôle. La forme habituelle en était jusqu'ici le pointage bimensuel (l'absence à deux pointages successifs entraîne la radiation, sauf «autorisation» que les chômeurs sont en droit de demander pour une période couvrant au plus deux pointages).

Une deuxième forme, largement mise en vigueur l'an dernier et qui a permis la radiation de plusieurs milliers de chômeurs, est celle de la convocation :

Le chômeur est radié s'il ne s'est pas présenté à une convocation à l'A-

gence (le motif peut être quelconque), s'il ne donne pas «signe de vie» dans les 10 jours.

En principe, de même qu'elle n'oblige pas un patron à embaucher, la loi n'oblige pas un travailleur à accepter les emplois qui lui sont proposés et un refus d'emploi ne peut donc entraîner la radiation mais on lit dans une note du 10 décembre 76, signée du directeur des opérations de l'ANPE :

«Important : lorsqu'un travailleur ne se présente pas à l'employeur à la suite d'une mise en relation et néglige d'en informer l'Agence, il y a, dans ce cas, refus d'emploi. L'intéressé doit être avisé par écrit d'avoir à faire connaître les raisons de son comportement. Sans

liaison avec les employeurs et dont chaque jeu coûte 900 F ! etc.

DES EMPLOYÉS DE L'ANPE TEMOIGNENT

La direction insiste sur la nécessité pour le personnel d'avoir un bon «sens du service public» (sous-entendu, nous qui sommes au service du public n'avons évidemment pas le droit de nous battre et de faire grève par exemple).

En même temps, elle veut faire croire que tout est mis en œuvre pour servir les DE*. On se rend bien compte qu'en fait, les DE, elle s'en moque !

Elle ne se soucie pas des files d'attente, ni des retards dans les paiements parce que les chômeurs ne peuvent déposer leur dossier, ni des conditions de réception, ni bien sûr des effectifs qui seraient nécessaires.

Par contre, l'employeur est roi. Les offres «passées» à l'Agence en général par téléphone, reflètent la situation du marché.

— Conditions de travail difficiles
— Salaires peu élevés : beaucoup au SMIC, quand ce n'est pas en-dessous.

— Racisme : pratiquement toutes les offres sont racistes mais il n'est pas permis de les refuser ! On peut seulement et éventuellement rappeler poliment à l'employeur la loi de 1972.

— L'Agence présélectionne plus ou moins les candidats (tenue, qualification, expérience, bonne volonté...).

Le patron attend en général que l'Agence lui ait envoyé plusieurs candidats avant de décider : le dérangement du demandeur, on ne s'en occupe pas !

— Des millions ont été investis dans les nouveaux systèmes de l'ANPE pour mieux servir les employeurs :

* le TOP (Transmissions des offres sur Paris), télex installé dans la plupart des agences de Paris, par lequel les offres peuvent être diffusées partout : L'employeur a ainsi un plus large choix !

* Le ROME (Répertoire opérationnel des métiers et emplois), répertoire de tous les «profils» de postes établi en

* DE : demandeur d'emploi.

— minimiser l'ampleur du chômage et accréditer l'idée que ne travaillent pas ceux qui ne veulent pas travailler.

— réduire le coût du chômage en privant le maximum de chômeurs de toute allocation, et accroître ainsi les profits capitalistes.

La «mobilité professionnelle» est déjà fort employée pour des licenciements (alors appelés «mutations»), par les entreprises disposant d'usines ou établissements aux 4 coins du pays.

Elle pourrait devenir une belle pièce dans l'arsenal déjà mis en place pour réduire un grand nombre de travailleurs à la misère.

réponse du travailleur, celui-ci est considéré comme perdant la qualité de demandeur d'emploi.» !

Voilà pour ces chômeurs qui ne veulent pas être mobiles, sous-payés, en un mot accepter n'importe quoi !

C'est tout cela que vient compléter le corps des enquêteurs qui peut intervenir sur demande des chefs d'agence ou des directeurs départementaux du travail et de la main d'œuvre (en leur nom ou au nom des ASSEDIC).

Les enquêteurs sur la base des dossiers, peuvent rendre visite à l'intéressé, à des tiers, à des employeurs présumés ou antérieurs (dont ils peuvent consulter les livres de paie et registre d'embauche).

Sur la base du rapport succinct établi après une telle enquête, les «organismes supérieurs» pourront alors décider... de radier l'intéressé par exemple !

Ces enquêteurs, dont le recrutement s'est poursuivi courant janvier par le biais d'un concours, sont maintenant opérationnels... et en opération.

UNE MACHINE DE GUERRE

CONTRE LES TRAVAILLEURS

Ainsi l'ANPE, cet «établissement public national», créé par ordonnance du 13/7/67, signé du Secrétaire d'État aux Affaires sociales et de l'Emploi de l'époque, (Chirac pour ne pas le nommer), est un organe au service des patrons, ce que ses statuts expriment en ces termes : «La mission principale de l'ANPE est de rapprocher les salariés à la recherche d'un emploi et les employeurs à la recherche de main-d'œuvre et de réaliser ainsi des placements.»

Mais par ces temps de chômage galopant, et d'offres d'emploi fort réduites, il ne s'agit plus tant de placer que de réprimer les chômeurs et leur imposer une existence de plus en plus misérable.

Bien sûr, les travailleurs de l'ANPE ne sont pas tous prêts à assumer un tel rôle, loin de là, d'autant que leurs propres patrons sont comme tous les patrons et ils ont de ce fait bien des motifs pour lutter contre le capitalisme.

Nous le verrons dans notre prochaine édition.

Nous verrons aussi que, du côté de la bourgeoisie de «gauche», le Programme commun, qui reprend pour une bonne part les propositions du programme du PCF : «Changer de cap», se contente dans ce domaine, de proposer l'extension du rôle de l'ANPE, sans bien sûr en changer le moins du monde la nature...

Cela promet !

(A suivre)